

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

du jeudi 22 juin 2023
18h00

ORDRE DU JOUR

I. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ATTRIBUEES AU PRESIDENT.....	3
II. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ATTRIBUEES AU PRESIDENT ET SUBDELEGUEES AUX VICE-PRESIDENTS POUR L'ACTIVITE DES POLES :.....	3
- « QUALITÉ DE VIE ».....	4
- « SERVICES A LA PERSONNE ».....	4
- « AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT ».....	6
- « RESSOURCES ET MOYENS ».....	6
III. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE DU PRESIDENT ET SUBDELEGUEES AU DGS.....	7
IV. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 25 MAI 2023	7
V. POUR DELIBERATION DU CONSEIL	8
V.1 POLE RESSOURCES ET MOYENS.....	8
V.1.1 FINANCES	8
V.1.1.1 LEADER 2023-2027 – APPROBATION DU TRANSFERT DU DOSSIER A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDEE.....	8
V.1.2 MUTUALISATION	9
V.1.2.1 FONDS DE CONCOURS « EQUIPEMENTS STRUCTURANTS – ENVELOPPE 2021/2024 » - ATTRIBUTION A LA COMMUNE DE ST MAURICE DES NOUES.	9
V.1.3 INSTITUTIONNEL.....	12
V.1.3.1 ABROGATION DE LA DELIBERATION N°C240/2022 ET MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE	12
V.1.4 RESSOURCES HUMAINES.....	13
V.1.4.1 PROMOTION INTERNE / CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE (H/F).....	13
V.1.4.2 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE CHANT (H/F)	14
V.1.4.3 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE VIOLON (H/F).....	15
V.1.4.4 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE PIANO (H/F).....	16
V.1.4.5 CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS D'ANIMATEURS SAISONNIERS (H/F)	17
V.1.4.6 MODIFICATIONS D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITES SAXOPHONE, CLARINETTE, SOLFEGE ET COORDINATION PEDAGOGIQUE	19
V.1.4.7 SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS DE SECRETAIRE MEDICALE PÔLE SANTE (MOUILLERON-ST-GERMAIN)	20
V.1.4.8 SUPPRESSION D'EMPLOI PERMANENT DE REFERENT COMMUNAL...	22

V.1.4.9 SUPPRESSION D' EMPLOIS PERMANENTS DE GESTIONNAIRE SPANC23	
V.1.4.10 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITES VIOLON, CHANT, PIANO	24
V.1.4.11 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE GUITARE	25
V.1.4.12 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE PERCUSSION.....	26
V.1.4.13 MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS.....	27
V.1.4.14 MISE EN PLACE DES EQUIVALENCES	28
V.2 POLE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT	30
V.2.1 INSTITUTIONNEL.....	30
V.2.1.1 HABILITATION DU PRESIDENT POUR REPRESENTER LA COMMUNAUTE DE COMMUNES EN JUSTICE	30
V.2.2 ECONOMIE.....	31
V.2.2.1 MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE VENDÉE GRAND SUD.....	31
V.2.2.2 ECONOMIE : ABROGATION DE LA DELIBERATION N°C268/2022 ET APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE/ATTRACTIVITE TERRITORIALE » 2023-2024 AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE VENDEE GRAND SUD	34
V.2.3 TOURISME.....	36
V.2.3.1 APPROBATION DU PRINCIPE DE LA DÉSIGNATION DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) VENDÉE GRAND SUD COMME OFFICE DU TOURISME À COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2024	36
V.2.3.2 TOURISME : APPROBATION DES ANIMATIONS DE JUIN A OCTOBRE 2023	37
V.3 POLE AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT.....	41
V.3.1 ENVIRONNEMENT	41
V.3.1.1 ENVIRONNEMENT – APPROBATION DE L'ORGANISATION D'UN CONCOURS PHOTO « L'EAU : UN PATRIMOINE NATUREL A PRESERVER » ET DE SON REGLEMENT	41
V.4 POLE QUALITE DE VIE.....	44
V.4.1 ENFANCE/JEUNESSE	44
V.4.1.1 TRANSPORT SCOLAIRE – APPROBATION DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LA CHÂTAIGNERAIE POUR L'ORGANISATION ET LA GESTION DES SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES	44
V.5 POLE SERVICE A LA PERSONNE	45
V.5.1 NUMERIQUE.....	45
VI.5.1.1 DEVELOPPEMENT ET COORDINATION D'UN RESEAU DE BENEVOLES « NUMERIQUE SOLIDAIRES PAYS DE LA CHATAIGNERAIE ».....	45
V.5.2 FRANCE SERVICES	52
V.5.2.1 FRANCE SERVICES : MISE EN PLACE D'UNE ITINERANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF EXPERIMENTAL « TERRITOIRE ZÉRO NON-RECOURS »	52
VI. POUR AVIS ET INFORMATION	56
VII. QUESTIONS DIVERSES.....	56
VII. AGENDAS	56

I. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ATTRIBUEES AU PRESIDENT.

Vu la délibération du Conseil communautaire n°C026/2023 en date du 16 mars 2023, portant délégation de compétences du Conseil communautaire au Président ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président pour les décisions relatives :

- aux Participations Communautaires aux Activités du Territoire (PCAT) :

N° DECISION	DATE	PCAT	BENEFICIAIRE MONTANT ATTRIBUE	DETAIL
D093/2023	12/05/2023	« HABITER MIEUX »	Au profit d'un bénéficiaire à La Châtaigneraie Pour un montant de 250 €	Menuiseries, isolation, PAC, VMC.
D095/2023	17/05/2023	« HABITAT - RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE »	Au profit de 3 bénéficiaires Pour un montant de 1 963,68 €	Huisseries extérieures, porte d'entrée, adaptation du logement
D097/2023	26/05/2023	« COMMUNICATION »	Au profit de 6 bénéficiaires Pour un montant de 1 110,06 €	
D099/2022	30/05/2023	« ASSAINISSEMENT / ETUDE ET TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL »	Au profit de 3 bénéficiaires Pour un montant de 2 400 €	
D100/2023	30/05/2023	« ASSAINISSEMENT / ETUDE ET TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL »	Au profit d'un bénéficiaire à St- Pierre du Chemin Pour un montant de 4 000 €	
D107/2023	16/06/2023	« HABITAT - RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE » :	REFUS	Condition d'attribution non remplie : année de construction 2005
D108/2023	7/06/2023	« HABITAT - RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE »	Au profit de 2 bénéficiaires Pour un montant de 1 531,78 €	Huisseries extérieures, porte d'entrée, adaptation du logement

- à l'approbation de la participation du public par voie électronique (PPVE) au Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) sur la période du 12 juin 2023 au 16 juillet 2023 (D101/2023) ;
- à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association « Les amis de Félix Lionnet » pour la promotion et les prises de réservations pour les visites de la Villa Lionnet à La Châtaigneraie des 20 juillet et 24 août 2023, ainsi que pour la visite guidée du Chemin des peintres des 24 juillet et 7 août 2023.

II. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ATTRIBUEES AU PRESIDENT ET SUBDELEGUEES AUX VICE-PRESIDENTS POUR L'ACTIVITE DES POLES :

- **« QUALITÉ DE VIE »**

Vu l'arrêté n°A136/2022 en date du 30 mai 2022, portant délégation de fonction du Président à Monsieur Louis-Marie Briffaud, 2^{ème} Vice-Président ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président et qu'il a subdélégées au 2^{ème} Vice-Président pour les décisions relatives :

- aux devis suivants :

PRESTATAIRE	OBJET	MONTANT HT	MONTANT TTC	REMARQUES
TREIZE METRES CINQUANTE / LE CIRKAWA	3 représentations du Bala Bambin	1 680,36 €	/	Pour le RPE
LES INCORRUPTIBLES	Achat de livre pour le prix des incorruptibles 2023/2024	2 241,15 €	2 375,53 €	
LIBRAIRIE FLORILEGE	Livres pour adultes	3 647,48 €	3 848,09 €	Lot n° 1 du marché
LIBRAIRIE 85500	Livres pour la jeunesse	2 215,77 €	2 337,64 €	Lot n° 2 du marché

- à la mise à disposition à titre gracieux du parking de la salle des Silènes au profit du groupe scolaire Elie de Sayvre dans le cadre du dispositif « Savoir Rouler à Vélo » pour les vendredis matin du 26/05, 02/06 et 23/06/2023, valorisée à hauteur de 39,35 € (D096/2023) ;

- **« SERVICES A LA PERSONNE »**

Vu l'arrêté n°A137/2022 en date du 30 mai 2022, portant délégation de fonction du Président à Madame Valérie Charbonneau, 3^{ème} Vice-Présidente ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président et qu'il a subdélégées à la 3^{ème} Vice-Présidente pour les décisions relatives :

- aux devis suivants :

PRESTATAIRE	OBJET	MONTANT HT	MONTANT TTC	REMARQUES
METI	Réparation de la climatisation	779,70 €	935,64 €	Pôle Santé La Châtaigneraie / Bureau 4

- à l'approbation du plan prévisionnel de financement pour la mise en place d'une itinérance France Services dans le cadre du dispositif expérimental « territoire zéro non-recours » du Pays de La Châtaigneraie et aux demandes de subvention y figurant (D098/2023) ;

BUDGET PREVISIONNEL

Expérimentation « Territoire Zéro Non Recours »



SUR 3 ANS (et 4 exercices comptables car l'expérimentation débiterait en 07/2023)

DÉPENSES		RECETTES	
FONCTIONNEMENT	211 410,00 €	FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT	
CHARGES DE PERSONNEL	145 000,00 €	AUTO-FINANCEMENT	34 000,00 €
1 ETP coordinateur de l'accès aux droits	145 000,00 €	SUBVENTIONS	361 000,00 €
TELECOMMUNICATION	760,00 €	Etat AAP TZNR	316 000,00 €
Abonnement clé 4G	400,00 €	CAF	45 000,00 €
Abonnement téléphonique	360,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	10 500,00 €		
Maintenance et entretien	450,00 €		
Consommation	9 000,00 €		
Assurance	1 050,00 €		
COMMUNICATION	14 050,00 €		
Cartes de visites	250,00 €		
Campagnes de communication digitale	3 000,00 €		
Flyers et affiches	10 800,00 €		
BÂTIMENTS : GUICHETS RELAIS COMMUNAUX (1 jour / semaine)	41 100,00 €		
Occupation	35 000,00 €		
Charges de fluides	6 100,00 €		
INVESTISSEMENT	183 590,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	70 150,00 €		
Acquisition	70 000,00 €		
Carte grise	150,00 €		
COMMUNICATION	8 000,00 €		
Stickers carrosserie véhicule	1 500,00 €		
Signalétique extérieure guichets relais communaux (panneaux + oriflammes)	6 500,00 €		
AMEUBLEMENT	27 150,00 €		
Tables postes écran posé accessible PMR (2 par communes)	16 700,00 €		
Chaises (4 par communes)	10 450,00 €		
EQUIPEMENTS TELECOM	78 290,00 €		
Téléphone coordinateur	350,00 €		
PC coordinateur	1 400,00 €		
PC guichets relais (2 par commune)	50 400,00 €		
Pack écran/souris/clavier supplémentaire (1 par commune)	25 200,00 €		
Sécurité : pack câble et antivirus (2 par commune)	940,00 €		
TOTAL	395 000,00 €	TOTAL	395 000,00 €

- à l'approbation du plan prévisionnel de financement pour le développement et la coordination d'un réseau de bénévoles « numérique solidaires au Pays de La Châtaigneraie » et aux demandes de subvention y figurant (D102/2023) :

AAP AG2RL La Mondiale « Inclusion Numérique »

SUR 1 AN (et 2 exercices comptables car le projet débiterait en 07/2023)

DÉPENSES		RECETTES	
FONCTIONNEMENT	38 400,00 €	FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT	
CHARGES DE PERSONNEL	12 000,00 €	AUTO-FINANCEMENT	15 000,00 €
0,25 ETP coordinateur numérique	12 000,00 €	SUBVENTIONS	85 000,00 €
TELECOMMUNICATION	1 800,00 €	AG2R La Mondiale	85 000,00 €
Abonnement téléphonique	120,00 €		
Licence d'assistance numérique et de prise en main à distance (Corporate Team viewer)	1 680,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	1 500,00 €		
Maintenance et entretien	150,00 €		
Consommation	1 000,00 €		
Assurance	350,00 €		
COMMUNICATION	1 100,00 €		
Cartes de visites	100,00 €		
Campagnes de communication digitale	300,00 €		
Flyers et affiches	700,00 €		

BÂTIMENTS : GUICHETS RELAIS COMMUNAUX (perm bénévoles 1 jr/sem)	14 000,00 €		
Occupation	12 000,00 €		
Charges de fluides	2 000,00 €		
ANIMATION ÉVÈNEMENTIEL	8 000,00 €		
Prestations	8 000,00 €		
INVESTISSEMENT	61 600,00 €		
COMMUNICATION	4 800,00 €		
Signalétique extérieure guichets relais communaux (panneaux + oriflammes)	4 800,00 €		
EQUIPEMENTS TELECOM	56 800,00 €		
PC guichets relais (2 par commune)	50 400,00 €		
Valise itinérante d'animation virtuelle (5 casques)	5 500,00 €		
Sécurité : pack câble et antivol pour PC (2 par commune)	900,00 €		
TOTAL	100 000,00 €	TOTAL	100 000,00 €

- à la mise à disposition de l'association de pétanque de La Châtaigneraie, à titre gratuit, du parking situé 25 rue de la Caillette à La Châtaigneraie pour la journée du 3 juin 2023 (D104/2023) ;

- « AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT »

Vu l'arrêté n°A138/2022 en date du 30 mai 2022, portant délégation de fonction du Président à Monsieur Christian Guenion, 4^{ème} Vice-Président ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président et qu'il a subdéléguées au 4^{ème} Vice-Président pour les décisions relatives :

- aux devis suivants :

PRESTATAIRE	OBJET	MONTANT HT	MONTANT TTC	REMARQUES
ATLANTIQUE OFFSET	Impression de documents pour l'enquête publique du PLUI	3 020 €	3 624 €	Mis à disposition dans les mairies

- « RESSOURCES ET MOYENS »

Vu l'arrêté n°A059/2023 en date du 29 mars 2023, portant délégation de fonction du Président à Monsieur Alain Careil, 6^{ème} Vice-Président ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président et qu'il a subdéléguées au 6^{ème} Vice-Président pour les décisions relatives :

- à l'admission en créance éteinte des dettes des contribuables au titre de la redevance « ordures ménagères » (D094/2023) :

Nom	Commune	Montant	Année	Motifs
Redevable anonymisé	La Châtaigneraie	568,37 €	2022 2023	Radiation, décision de justice d'effacement de la dette

TOTAL GENERAL 568,37 €

- à l'admission en créance éteinte des dettes des contribuables au titre de la redevance « ordures ménagères » (D105/2023) :

Nom	Commune	Montant	Année	Motifs
Redevable anonymisé	Bazoges en Pareds	60,39 €	2017 2018 2019	Cessation, décision de justice d'effacement de la dette

TOTAL GENERAL 60,39 €

III. COMPTE RENDU DE L'EXERCICE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE DU PRESIDENT ET SUBDELEGUEES AU DGS

Vu l'arrêté n°A178/2022 en date du 8 novembre 2022, portant délégation de signature du Président à Monsieur Bertrand de La Bonnellère, DGS ;

Il est proposé au Conseil communautaire de prendre acte du compte rendu de l'exercice des délégations de compétences attribuées au Président et subdéléguées au DGS autorisé à signer en son nom les décisions relatives :

- aux devis suivants :

PRESTATAIRE	OBJET	MONTANT HT	MONTANT TTC	REMARQUES
WEST SERVICES	Traitement anti-mousse toiture	905 €	1 086 €	Bâtiment La Poste- Place de la République

IV. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 25 MAI 2023

Considérant que le procès-verbal du Conseil communautaire en date du 25 mai 2023 a été transmis en pièce annexe avec la convocation à la présente séance ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le procès-verbal du Conseil communautaire en date du 25 mai 2023.

V. POUR DELIBERATION DU CONSEIL

V.1 POLE RESSOURCES ET MOYENS

V.1.1 FINANCES

V.1.1.1 LEADER 2023-2027 – APPROBATION DU TRANSFERT DU DOSSIER A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FONTENAY-VENDEE

	POLE/GROUPE DE TRAVAIL	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	
DECISION				22.06.2023
COMPTE RENDU				

Au vu de l'enveloppe disponible (1 161 891 €) pour le Sud Est Vendée, et du cahier des charges (1,5 ETP) du futur dispositif LEADER 2023-2029, la Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée propose (vu avec la région) d'assurer le portage du GAL et l'instruction des dossiers (1 ETP de catégorie A déjà dans les effectifs) en lieu et place du Syndicat mixte Fontenay Sud Vendée Développement.

Le GAL serait constitué :

- d'un collège public de 6 représentants (2 élus par CC)
- d'un collège privé de 6 représentants (2 par CC)

Les crédits seraient répartis comme suit :

6% pour l'animation affecté à un projet de la CC de Fontenay : environ 69 000 € pour toute la période
1% pour l'action de coopération mobilité avec un autre GAL : environ 11 000 €
Reliquat de 1 081 000 à répartir entre la CCPFV (50 %) CCPLC (25 %) et CCVSA (25 %)

Il est nécessaire d'entériner cette proposition par délibération concordantes des conseils communautaires des 3 EPCI.



Vu la délibération n° 14-22 du Comité syndical en date du 24 juin 2022 approuvant l'élaboration de la candidature du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement au programme LEADER 2023-2027 et la demande de subvention au titre du soutien préparatoire ;

Vu la délibération n° 7.1 du Conseil communautaire du Pays de Fontenay Vendée en date du 12 septembre 2022 ;

Vu la délibération n° C192/2022 du Conseil communautaire du Pays de La Châtaigneraie en date du 15 septembre 2022 ;

Vu la délibération n° 2022CC_09_177 du Conseil communautaire du Vendée Sèvre Autise en date du 20 septembre 2022 ;

Vu la délibération n° 28-22 du Comité syndical en date du 29 novembre 2022 approuvant le dossier de la candidature au programme LEADER, ainsi que le dossier de soutien préparatoire et autorisant à procéder à leur dépôt.

Considérant les modifications intervenues dans le cadre de la gouvernance du Syndicat Mixte d'une part ;

Considérant que l'intégralité des moyens à disposition du Syndicat Mixte pour le gérer et assurer la mise en œuvre de la candidature au programme LEADER est assuré par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Considérant l'accord préalable de la Région pour un transfert du dossier à une intercommunalité membre du Syndicat qui mobiliserait l'ensemble des moyens humains, matériels, techniques, partenariaux nécessaires à la mise en œuvre du programme développé.

Considérant que le transfert du dossier LEADER 2023-2027 à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée nécessitera la mise en place d'un nouveau Groupe d'Action Locale (GAL) par la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée.

Il est proposé Conseil Communautaire :

- d'approuver le transfert du dossier LEADER 2023-2027 à la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée ;
- de dire que la Communauté de communes Pays de Fontenay-Vendée devra constituer un nouveau Groupe d'Action Locale (GAL).

V.1.2 MUTUALISATION

V.1.2.1 FONDS DE CONCOURS « EQUIPEMENTS STRUCTURANTS – ENVELOPPE 2021/2024 » - ATTRIBUTION A LA COMMUNE DE ST MAURICE DES NOUES

	POLE/GROUPE DE TRAVAIL	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	
DECISION				22.06.2023
COMPTE RENDU				

La commune de Saint Maurice des Noues a envoyé le 9 mai 2023 une demande de financement dans le cadre du fonds de concours « équipements structurants ». Cette demande porte sur la création d'un terrain multisports et la pose d'un filet pare-ballons.



Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L5214-16-V ;

Vu la délibération n°C063/2021, en date du 8 avril 2021, instituant le fonds de concours « équipements structurants » à compter du 1^{er} janvier 2021 et adoptant son règlement ;

Vu la délibération n°C128/2021, en date du 17 juin 2021, augmentant l'enveloppe et la durée du fonds de concours « équipements structurants – enveloppe 2021/2023 » ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de St Maurice des Noues en date du 27 avril 2023 portant demande du Fonds de concours « équipements structurants » ;

Vu l'instruction du dossier selon le budget prévisionnel ci-dessous ;

Vu l'enveloppe financière attribuée et restante à la commune ;

Fonds de concours équipements structurants	41 967,35 €
<i>Taux de financement (C)</i>	50%
Fonds de concours précédemment attribué	
Fonds de concours précédemment attribué	
Fonds de concours précédemment attribué	
Total des Fonds de concours attribués (D)	- €
SOLDE DISPONIBLE (E)	41 967,35 €

Considérant que la commune de St Maurice des noues a envoyé le 9 mai 2023 une demande de financement dans le cadre du fonds de concours « équipements structurants ». Cette demande porte sur la création d'un terrain multisports et la pose d'un filet pare-ballons.

BUDGET PREVISIONNEL *(dépenses d'investissement uniquement)*

Dépenses	Montant (hors taxes)	Recettes	Montant
Études		Subventions	
		Etat - DETR (hors filet)	17 980,50
		Département - fonds de soutien à la ruralité	20 000,00
Total "étude(s)"	0	Total des subventions (B)	37 980,50
Travaux		Fonds de concours intercommunal - calcul	
Travaux de terrassement	27 900,00	Reste à charge théorique pour la commune après subventions (F=A-B)	28 057,46
Fourniture et pose terrain multisports	32 035,00	Fonds de concours théorique pour l'équipement (F x C)	14 028,73
Fourniture et pose filet pare-ballons	6 102,96		
		Fonds de concours intercommunal maximum prévisionnel pour la présente demande * (G)	14 028,73
		(dans la limite du solde disponible (E))	
Total "Travaux"	66 037,96		
Frais divers		Reste à charge pour la commune (H = A - B - G)	14 028,73
		Ce reste à charge doit être d'au moins 20 % de l'opération (Cf. "A")	
Total "Frais divers"	0,00		
Total général H.T. (A) (pour être éligible au Fonds de Concours, le montant des dépenses prévues et réalisées doit être de 10 000 € HT minimum)	66 037,96	Total général (I=B+G+H)	66 037,96

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver l'attribution d'un fonds de concours pour un montant prévisionnel maximum de 50 % d'un reste à charge communal HT estimé à 28 057,46 €, soit un Fonds de concours maximum plafonné à 14 028,73 € à la commune de Saint Maurice des Noues, pour la création d'un terrain multisports et la pose d'un filet pare-ballons d'un montant global de 66 037,96 € HT ;

étant rappelé que le Fonds de concours qui n'aura pas été soldé dans un délai de 2 ans, à compter la notification de son attribution, sera annulé de plein droit et que le versement de ce Fonds de concours correspondra à 50 % du reste à charge HT réel de la commune, dans la limite de ce montant maximum, sous réserve de la production des justificatifs des dépenses (état récapitulatif HT visé par le Trésor Public) et des recettes (copie des montants réels des subventions attribuées ainsi que des règles afférentes aux modes de calculs – taux et plafond), de l'attestation de fin de travaux signée du Maire.

- d'autoriser le Président à mettre en paiement ce Fonds de concours et à signer l'ensemble des actes y afférant.

V.1.3 INSTITUTIONNEL

V.1.3.1 ABROGATION DE LA DELIBERATION N°C240/2022 ET MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Au regard de ses statuts, la Communauté de communes exerce la compétence suivante :

Maison de service au public

Participation à une convention France Services et définition et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Elle envisage d'intervenir, de façon complémentaire, en matière d'inclusion numérique au profit de tous les habitants de son territoire. Pour rappel, l'inclusion numérique (ou e-inclusion) est un processus qui vise à rendre le numérique accessible à chaque individu et à lui transmettre les compétences numériques qui pourraient être un levier de son inclusion sociale et économique.

S'agissant d'une compétence distincte, il convient de l'ajouter aux actions d'intérêt communautaire en matière d'action sociale.

Cette modification suppose conformément à l'article L.5214-16-IV du CGCT, « *lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le Conseil communautaire à la majorité des deux tiers de ses membres (et non des suffrages exprimés).*

[Intérêt communautaire.docx](#)



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L.5214-16-IV prévoyant que « *lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le Conseil communautaire à la majorité des deux tiers de ses membres (et non des suffrages exprimés)* » ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie modifiés par arrêté préfectoral n° 2023-DCL-BICB-876 en date du 1^{er} juin 2023 ;

Vu les précédentes délibérations n° C131/2016 du 6 juillet 2016, n° C160/2016 du 26 octobre 2016, n° C093/2018 du 13 juin 2018, n° C156/2018 du 17 octobre 2018, n° C003/2019 du 6 février 2019, n° C128/2019 du 25 septembre 2019, n° C178/2019 en date du 6 novembre 2019, n° C166/2021 du 16 septembre 2021, n° C020/2022 du 3 février 2022, n° C215/2022 du 27 octobre 2022 et n° C240/2022 du 15 décembre 2022 du conseil communautaire portant définition de l'intérêt communautaire des compétences de la Communauté de communes ;

Considérant la volonté de la Communauté de communes de soutenir l'inclusion numérique par l'émergence d'un réseau de bénévoles dans les communes afin de rendre le numérique accessible à chaque individu et à lui transmettre les compétences numériques qui pourraient être un levier de son inclusion sociale et économique ;

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'abroger, à compter du 22 juin 2023, la délibération n° C240/2022 du 15 décembre 2022,
- de modifier, à compter de cette même date, l'intérêt communautaire du groupe « Action sociale » comme suit :

▪ *Action sociale : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.*

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- *Participation et soutien financier aux actions en faveur de l'inclusion numérique.*
- d'autoriser le Président ou son délégataire à prendre et signer tous actes y afférant, qu'ils soient accessoires ou modificatifs.

V.1.4 RESSOURCES HUMAINES

V.1.4.1 PROMOTION INTERNE / CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE (H/F)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

L'agent chargée de la communication ayant obtenu l'examen professionnel d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, il convient de modifier l'emploi à temps complet d'adjoint administratif, au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet pour permettre à l'autorité territoriale de

la promouvoir. La suppression de son poste actuel se fera au Conseil d'octobre 2023, après avis obligatoire du CST.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant la réussite à l'examen professionnel d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe de l'agent titulaire chargé de la communication ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de créer l'emploi à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, au 1^{er} juillet 2023 :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail hebdo	Permanent / Non permanent
DG-C-CC-C2	Chargé(e) de communication	Administrative C	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	1	37H30	Permanent

étant précisé :

- o que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - o que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agent nommé/recruté sont inscrits au budget primitif ;
 - o que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant d'une création d'emploi ;
 - o qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
 - o que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.2 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE CHANT (H/F)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Suite au départ à la retraite du professeur assurant les cours de chant, piano et violon, il convient de scinder le poste en 3 emplois. En fonction des candidatures, les postes pourront être modifiés.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer un nouveau poste d'assistant d'enseignement artistique au sein l'école intercommunale de musique afin d'assurer l'enseignement du chant et du solfège ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de créer l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet au tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre 2023 :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail hebdo	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B13	Professeur de chant, solfège	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,2	3H00	Permanent

étant précisé :

- o que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - o que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agent nommé/recruté sont inscrits au budget primitif ;
 - o que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant d'une création d'emploi ;
 - o qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
 - o que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.3 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE VIOLON (H/F)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Suite au départ à la retraite du professeur assurant les cours de chant, piano et violon, il convient de scinder le poste en 3 emplois. En fonction des candidatures, les postes pourront être modifiés.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n° C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer un nouveau poste d'assistant d'enseignement artistique au sein l'école intercommunale de musique afin d'assurer l'enseignement du violon et du solfège ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de créer l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet au tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre 2023 :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail hebdo	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B12	Professeur de violon, solfège	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,1	1H30	Permanent

étant précisé :

- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agent nommé/recruté sont inscrits au budget primitif ;
 - que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant d'une création d'emploi ;
 - qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
 - que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.4 CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE PIANO (H/F)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
--	------	--------	-----------------------	---------

AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Suite au départ à la retraite du professeur assurant les cours de chant, piano et violon, il convient de scinder le poste en 3 emplois. En fonction des candidatures, les postes pourront être modifiés.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer un nouveau poste d'assistant d'enseignement artistique au sein l'école intercommunale de musique afin d'assurer l'enseignement du piano et du solfège ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de créer l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet au tableau des effectifs à compter du 1^{er} septembre 2023 :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail hebdo	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B12	Professeur de piano, solfège	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,3	6H00	Permanent

étant précisé :

- o que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - o que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agent nommé/recruté sont inscrits au budget primitif ;
 - o que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant d'une création d'emploi ;
 - o qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
 - o que le présent poste sera inscrit au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.5 CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS D'ANIMATEURS SAISONNIERS (H/F)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
--	-------------	---------------	------------------------------	----------------

AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Dans le cadre des vacances scolaires d'été, les structures d'accueil enfance-jeunesse de la Communauté de communes « Laguëpie » et « Activ'ados », se voient accueillir un nombre d'enfants / de jeunes supérieur à la fréquentation en période scolaire.

Pour assurer la continuité du service d'accueil enfance-jeunesse, la Communauté de communes doit avoir recours à des animateurs saisonniers contractuels à temps non complet sur les périodes de vacances scolaires.



Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L332-23-2° ;

Vu l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant la nécessité de renforcer l'équipe d'animateurs du service enfance-jeunesse pour les périodes des vacances scolaires ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de créer, pour répondre aux besoins de renforts saisonniers d'activités sur les périodes de vacances scolaires d'été, les emplois suivants :

N°	Service	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail effectif hebdo (lissé sur la période)	Temps de travail rémunéré hebdo (lissé sur la période)	Permanent / non permanent
QV-EEJ-A-C4	Petite enfance jeunesse	Animateur	Anim. C	Adjoint territorial d'animation	0,73	25H38	29H01	Non permanent Accroissement saisonnier du 10/07 au 01/09/2023
QV-EEJ-A-C5					0,61	21H15	24H04	Non permanent Accroissement saisonnier du 10/07 au 01/09/2023
QV-EEJ-A-C6					0,73	25H38	29H01	Non permanent Accroissement saisonnier du 10/07 au 01/09/2023

N°	Service	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail effectif hebdo (lissé sur la période)	Temps de travail rémunéré hebdo (lissé sur la période)	Permanent / non permanent
QV-EEJ-A-C7					0,37	13H03	14H46	Non permanent Accroissement saisonnier du 21/06 au 13/07/2023
QV-EEJ-A-C8					0,79	27H38	31H18	Non permanent Accroissement saisonnier du 10/07 au 01/09/2023
QV-EEJ-A-C9					0,83	28H57	32H46	Non permanent Accroissement saisonnier du 10/07 au 01/09/2023
QV-EEJ-A-C10					0,79	27H33	31H12	Non permanent Accroissement saisonnier du 17/06 au 01/09/2023

, étant précisé :

- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés/recrutés sont inscrits au budget primitif ;
 - que l'avis du Comité Social Territorial n'a pas été sollicité s'agissant de créations d'emplois ;
 - qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
 - que les présents postes seront inscrits au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.6 MODIFICATIONS D'UN EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITES SAXOPHONE, CLARINETTE, SOLFÈGE ET COORDINATION PEDAGOGIQUE

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Le professeur de saxophone, clarinette, solfège et coordinateur pédagogique a fait part à la Communauté de communes, par courrier en date du 13 avril 2023, de son souhait de stopper la coordination pédagogique de l'école de musique, mais de conserver l'enseignement du saxophone, de la clarinette et du solfège.

La mission de coordination pédagogique représente une quotité de travail hebdomadaire de 3 heures, il convient donc de modifier l'emploi.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant la demande de l'agent en poste de stopper la mission de coordination pédagogique ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de modifier, à la date du 1^{er} juillet 2023, la quotité hebdomadaire et les missions de l'emploi permanents d'assistant d'enseignement artistique mentionnés ci-dessous, au tableau des effectifs comme suit :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
QV-M-CP-B1	Professeur de saxophone, clarinette, solfège	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,3	6H00	Permanent

, étant précisé :

- que la rémunération restera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
 - que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents en poste sont inscrits au budget primitif ;
 - que l'avis du Comité Social Territorial a été sollicité s'agissant d'une modification d'emploi ;
 - que les présentes modifications seront inscrites au titre de la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire pour le 1^{er} mai 2023 ;
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.7 SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS DE SECRETAIRE MEDICALE PÔLE SANTE (MOUILLERON-ST-GERMAIN)

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

La Communauté de communes a ouvert, sur plusieurs grades le poste de secrétaire médicale au pôle santé de Mouilleron-St-Germain, lors du Conseil communautaire du 16/03/2023.

Le médecin exerçant dans ce pôle santé portera l'emploi de la secrétaire médicale, il convient de supprimer les emplois correspondants.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant que le recrutement sur le l'emploi de secrétaire médicale du pôle santé de Mouilleron-St-Germain a été classé sans suite du fait du recrutement direct par le médecin exerçant au sein du bâtiment ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023, les emplois permanents ouverts pour le recrutement du poste de secrétaire médicale du pôle santé de Mouilleron-St-Germain figurant au tableau des effectifs, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
SP-SS-SM-B1	Secrétaire médicale Pôle santé (Mouilleron-St-Germain)	Administrative B	Rédacteur	0,8	28H00	Permanent
SP-SS-SM-CP2		Administrative C	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	0,8	28H00	Permanent
SP-SS-SM-CP1			Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	0,8	28H00	Permanent
SP-SS-SM-C2			Adjoint administratif	0,8	28H00	Permanent

, étant précisé :

- que les postes mentionnés ne sont pas occupés et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.

- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.8 SUPPRESSION D'EMPLOI PERMANENT DE REFERENT COMMUNAL

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

L'agent mis à disposition (pour la totalité de son temps de travail) à la commune de Terval a demandé sa mutation le 11 avril 2023.

La mutation ayant été faite sur la commune de Terval, il n'y aura plus d'agent mis à disposition, il convient donc de supprimer l'emploi au tableau des effectifs.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n° C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant que l'agent titulaire du poste de référent communal était mis à disposition pour la totalité de son temps de travail ;

Considérant que l'agent a demandé sa mutation dans la collectivité bénéficiant de la mise à disposition ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023 l'emploi permanent de référent communal figurant au tableau des effectifs, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
RM-RH- RC-C1	Référent communal	Administrative C	Adjoint administratif	0,7	24H00	Permanent

, étant précisé :

- o que le poste mentionné n'est pas occupé et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.9 SUPPRESSION D' EMPLOIS PERMANENTS DE GESTIONNAIRE SPANC

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Dans la cadre du recrutement d'un 2^{ème} technicien SPANC, le poste a été ouvert sur plusieurs grades. L'agent ayant été recruté sur le grade de technicien, il convient de supprimer les autres grades ouverts.



Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant que le poste de gestionnaire SPANC a été ouvert sur plusieurs grades afin de faciliter le recrutement ;

Considérant que le gestionnaire SPANC a été recruté sur le grade de technicien ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023 les emplois permanents ouverts lors du recrutement du gestionnaire SPANC figurant au tableau des effectifs, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
AE-ANC- GS-BP2	Gestionnaire SPANC	Technique B	Technicien principal classe 1 ^{ère}	1	37H30	Permanent
AE-ANC- GS-BP1			Technicien principal classe 2 ^{ème}	1	37H30	Permanent

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
AE-ANC-GS-C1		Technique C	Agent de maitrise principal	1	37H30	Permanent
AE-ANC-GS-C1			Agent de maitrise	1	37H30	Permanent
AE-ANC-GS-CP2			Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	1	37H30	Permanent
AE-ANC-GS-CP3			Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	1	37H30	Permanent
AE-ANC-GS-C3			Adjoint technique	1	37H30	Permanent

, étant précisé :

- que le poste mentionné n'est pas occupé et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.10 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITES VIOLON, CHANT, PIANO

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

L'agent actuellement en poste a pris sa retraite en date du 31 mai 2023.

Le regroupement de ces 3 disciplines était spécifique à l'agent en poste. Afin de lancer un nouveau recrutement, 3 postes ont été créés (un par spécialité), il convient donc de supprimer ce poste du tableau des effectifs.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant que le regroupement de ces disciplines correspondait à l'agent ayant pris sa retraite au 31 mai 2023 ;

Considérant que trois nouveaux postes ont été créés, un par spécialité ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023, l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialité violon, chant, piano figurant au tableau des effectifs, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B1	Professeur de violon, chant, piano	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,35	7H00	Permanent

, étant précisé :

- o que le poste mentionné n'est pas occupé et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.11 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE GUITARE

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Lors du Conseil communautaire du 25 mai 2023, un second poste de professeur de guitare a été créé afin d'acter l'augmentation de la quotité hebdomadaire suite à la prise de mission de coordinateur pédagogique de l'école de musique en plus de l'enseignement de la guitare.
Il convient donc de supprimer l'ancien poste du tableau des effectifs.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau

des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant qu'un emploi d'assistant d'enseignement artistique spécialité guitare et coordination pédagogique a été créé au Conseil communautaire du 25 mai 2023 fin d'acter la modification des missions et l'augmentation de la quotité hebdomadaire ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023 l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialité guitare, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B6	Professeur de guitare	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,18	3H30	Permanent

, étant précisé :

- o que le poste mentionné n'est pas occupé et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.12 SUPPRESSION EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE SPECIALITE PERCUSSION

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Lors du Conseil communautaire du 16 mars 2023, un poste de professeur de percussion a été créé afin diminuer la quotité horaire hebdomadaire pour cette discipline.

Il convient donc de supprimer ce poste du tableau des effectifs.



Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12/06/2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ou de transformer des emplois permanents en non permanents ;

Considérant qu'un emploi d'assistant d'enseignement artistique spécialité percussion a été créé au Conseil communautaire du 16 mars 2023, afin d'ajuster la quotité hebdomadaire ;

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- de supprimer à la date du 1^{er} juillet 2023 l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialité guitare, à savoir :

N°	Emploi	Filière / Catégorie / Grade		ETP	Temps de travail CCPLC	Permanent / Non permanent
QV-M-P-B3	Professeur de percussion	Culturelle B	Assistant d'enseignement artistique	0,23	4H30	Permanent

, étant précisé :

- o que le poste mentionné n'est pas occupé et qu'aucun fonctionnaire ne doit ainsi être réaffecté suite à cette suppression.
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents.

V.1.4.13 MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Le tableau des effectifs de la Communauté de communes du pays de La Chataigneraie est un outil de pilotage retraçant l'ensemble des emplois permanents et non permanents. Il intègre au besoin les créations et suppressions de postes et doit-être régulièrement mis-à-jour par délibération.

Il est fait état au tableau suivant :

- Des postes existants (occupés y compris pour les agents en situation de disponibilité, ou d'absence longue : congés maternité, congés longue maladie, etc.) ;
- Des postes non pourvus à maintenir du fait de recrutement en cours ou à venir ou d'éventuels évolutions de carrière ;
- Des postes non permanents créés pour pourvoir à des besoins d'accroissements saisonniers ou temporaires ;
- Des postes à toiletter par voie de suppression.
-



Vu la délibération n°C102/2023 du 25 mai 2023 approuvant la modification du tableau des effectifs à compter du 25 mai 2023 ;

Vu la délibération n°C114/2023 en date du 22 juin 2023 créant l'emplois permanent d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe (H/F) ;

Vu la délibération n°C115/2023 en date 22 juin 2023 créant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique, spécialité chant (H/F) ;

Vu la délibération n°C116/2023 en date 22 juin 2023 créant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique, spécialité violon (H/F) ;
 Vu la délibération n°C117/2023 en date 22 juin 2023 créant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique, spécialité piano (H/F) ;
 Vu la délibération n°C118/2023 en date 22 juin 2023 créant les emplois non permanents d'animateurs saisonniers (H/F) ;
 Vu la délibération n°C119/2023 en date 22 juin 2023 modifiant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique, spécialités saxophone, clarinette, solfège et coordination pédagogique ;
 Vu la délibération n°C1120/2023 en date 22 juin 2023 supprimant les emplois permanents de secrétaire médical pôle santé (Mouilleron-St-Germain) ;
 Vu la délibération n°C121/2023 en date 22 juin 2023 supprimant l'emploi permanent de référent communal ;
 Vu la délibération n°C122/2023 en date 22 juin 2023 supprimant les emplois permanents de gestionnaire SPANC ;
 Vu la délibération n°C123/2023 en date 22 juin 2023 supprimant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialités violon, chant, piano ;
 Vu la délibération n°C124/2023 en date 22 juin 2023 supprimant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialité guitare ;
 Vu la délibération n°C125/2023 en date 22 juin 2023 supprimant l'emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique spécialité percussion ;

Considérant les mouvements de personnel depuis la dernière mise-à-jour du tableau des effectifs, à savoir :

- Stagiairisation de l'assistant comptable sur le grade d'adjoint administratif ;
- Le recrutement de l'agent d'accueil et d'entretien de la piscine ;
- Le recrutement d'un animateur enfance-jeunesse sur un emploi non-permanent ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le tableau des effectifs à la date du 22/06/2023 tel que présenté en annexe portant notamment création, suppression ou modification des emplois, de leur quotité ou des fonctions qui leurs sont associées ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes y afférents,

étant précisé :

- que la rémunération sera établie en conformité avec la politique salariale interne de l'établissement ;
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023 ;
- qu'en cas d'échec de la procédure de recrutement selon les voies statutaires, le Président a reçu délégation de compétences (délibération n° C026/2023 en date du 16 mars 2023 points 12P, 13P, 14P) afin de procéder au recrutement d'agents contractuels ;
- que les postes en surnuméraires sont ensuite supprimés par la mise à jour du tableau des effectifs actée lors d'une délibération subséquente du Conseil communautaire ;
- que les heures complémentaires et supplémentaires effectuées au-delà des quotités des postes mentionnés sous respect de la réglementation en vigueur, ne nécessitent pas de délibération complémentaire ;
- que pour les temps non complets, le temps de travail est annualisé tout en maintenant une rémunération de base identique sur l'année.

V.1.4.14 MISE EN PLACE DES EQUIVALENCES

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				

DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

La Communauté de communes organise cet été 3 séjours avec hébergement :

- Laguëpie : séjour 6/8 ans CPIE Coutières (3 jours, 2 nuits),
- Laguëpie : séjour 8/10 ans Hameau du Nay (4 jours, 3 nuits)
- Activ' ados : Beauval 5 jours, 4 nuits.

Pendant la durée de ces séjours, les animateurs sont présents avec les enfants toute la journée, mais également la nuit, il convient donc de définir les règles sur le temps de travail applicable.

Les prescriptions minimales de temps de travail fixées à l'article 3 du décret n°200-815 prévoit :

- La durée quotidienne de travail ne peut excéder 10 heures,
- L'amplitude maximale de la journée de travail ne peut excéder 12 heures,
- Le repos quotidien est au minimum de 11 heures,
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans les agents bénéficient d'un temps de pause de 20 minutes,
- La durée hebdomadaire de travail ne peut dépasser 48 heures au cours d'une même semaine et 44 heures sur une période de 12 semaines.

Il existe des dérogations à ces prescriptions minimales dans 2 cas :

- Lorsque l'objet du service public l'exige en permanence,
- Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient.

L'amplitude horaire maximum de 12h ne pouvant être respectée pour les 3 animateurs présents à ces séjours, une décision du Président sera établie afin d'y déroger exceptionnellement et de l'élargir à 13h.

Concernant les horaires de nuit, les animateurs demeurent à la disposition de la collectivité mais avec des périodes d'inaction, il convient donc d'instaurer le régime des équivalences. Ce régime n'a d'impact que sur le volet de la rémunération, mais les obligations concernant le temps de travail ne sont pas impactées.



Vu l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;

Vu l'article 3 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail minimal dans la fonction publique d'Etat ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, portant application du décret du 25 août 2000 à la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêt n°9NT00098 de la Cour Administrative d'Appel de Nantes en date du 30 juin 2009 ;

Considérant que la Communauté de communes organise annuellement des séjours avec hébergement dans le cadre des services Activ' ados et Laguëpie ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'instituer, en complément du règlement intérieur adopté par la délibération n°C096/2015 du 24/06/2015 puis modifié par celle du 20/12/2017, le régime des équivalences pour les agents des services Activ'ados et Laguëpie,
- de retenir pour une nuit de garde assurée, de 21h à 7h, une équivalence horaire rémunérée sur la base de 3h30, majorée de 50% le week-end et jours fériés

- de retenir une équivalence de 4h de travail effectif pour les journées d'attente lors des convoisages,
- d'autoriser le Président à signer tous actes y afférents,

étant précisé :

- que le Comité Social Territorial sera amené à rendre un avis le 19 juin 2023 sur les équivalences ;
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023 ;

V.2 POLE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT

V.2.1 INSTITUTIONNEL

V.2.1.1 HABILITATION DU PRESIDENT POUR REPRESENTER LA COMMUNAUTE DE COMMUNES EN JUSTICE

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS		30.05.2023	15.06.2023	/
DECISION	/	/	/	22.06.2023
COMPTE-RENDU	/	/	/	/

La communauté de communes a réceptionné, le 4 mai 2023, par l'application Télérecours, le courrier du greffe du Tribunal Administratif de Nantes portant déféré préfectoral tendant à l'annulation de la délibération n°C225/2022 du 27 octobre 2022.

Cette délibération avait pour objet « l'approbation des statuts de la société publique locale Vendée Grand Sud et prise de participation au capital ». [Télérecours\1125085570_DEF_CCPDC.pdf](#)

Un délai de 2 mois est imparti à la Communauté de communes pour présenter son mémoire en réponse avant le 4 juillet 2023.

Le conseil communautaire n'ayant pas consenti de délégation au Président pour défendre la Communauté de communes dans ce cas précis, il convient de l'autoriser à défendre la Communauté de communes en justice.



Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2121-29, L 2132-1 et L5211-9 ;

Considérant que par l'application Télérecours en date du 4 mai 2023, le greffe du tribunal administratif de Nantes a notifié à la communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie la requête présentée par la Préfecture de Vendée contre la délibération n°C225/2022 du 27 octobre 2022 portant approbation des statuts de la Société Publique Locale Vendée Grand Sud et prise de participation au capital ;

Considérant que les motifs qui fondent cette demande sont annexés à la présente délibération ;

Considérant qu'il est primordial que le Président puisse défendre les intérêts de la communauté de communes en justice dans cette affaire ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de donner délégation au Président pour défendre la Communauté de communes en justice auprès du tribunal administratif de Nantes, dans la requête « 2305912- Préfecture de la Vendée/Communauté de communes Pays de La Châtaigneraie » ;
- d'autoriser M. le Président à prendre toutes les mesures requises pour le choix d'un avocat dans cette instance et à engager les dépenses y afférent ;

étant rappelé que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023, au chapitre 011 article 6227.

V.2.2 ECONOMIE

V.2.2.1 MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE VENDÉE GRAND SUD

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	/
DECISION	/	/	/	22.06.2023
COMPTE-RENDU	/	/	/	/

Pour rappel, la Communauté de communes a approuvé par délibération n° C225/2022 en date du 27 octobre 2022, afin de renforcer le développement économique et touristique des Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée, de Vendée-Sèvre-Autise et du Pays de La Châtaigneraie :

- les statuts de la Société Publique Locale (SPL) « Vendée Grand Sud »,
- la composition de son conseil d'administration (ayant fait l'objet d'une délibération n° C226/2022 pour les membres de la CCPLC),
- ainsi que le capital social de 50 000 € (12 500 € pour la CCPLC, soit 25%).

Par courrier du 22 décembre 2022, le Préfet a formé un recours gracieux contre la délibération précitée au motif que :

- l'objet social tel que défini par l'article 3 des statuts ne permettrait pas de rattacher suffisamment les missions de la SPL aux compétences détenues par les groupements de collectivités territoriales actionnaires ;
- et que la complémentarité entre les différentes missions devait être davantage justifiée.

Ce recours gracieux a été suivi d'un recours contentieux, formulé en date du 26 avril 2023, porté devant le Tribunal administratif de Nantes.

Pour tenir compte de certaines observations émises par la Préfecture, ne portant pas atteinte au périmètre d'intervention de la SPL voulu par les actionnaires, il est proposé de modifier et de simplifier l'article 3 des statuts, intitulé « Objet », comme suit :

Statuts issus de la délibération n° C225/2022 en date du 27.10.2022	Projet de modification des statuts soumis à la présente délibération <i>(les éléments en rouge sont ajoutés à la délibération n° C225/2022 et les éléments rayés sont retirés dans le nouveau projet))</i>
La Société a pour objet, exclusivement pour le compte et sur tout ou partie du territoire des Collectivités Territoriales, de concevoir et mettre en place une offre globale de services de qualité liée à l'information, à la promotion, au développement économique, touristique et au marketing territorial. Dans ce domaine, la Société pourra : - Développer l'attractivité et assurer une mission de marketing territorial. - Réaliser des études, analyses et schémas directeurs pour assister à la définition de stratégie de développement économique, touristique et de marketing territorial. - Assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation. - Assurer l'étude, la gestion, la commercialisation, l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements. - Contribuer au développement et à la coordination de toutes les actions en cohérence avec les partenaires institutionnels publics et privés du territoire. - Assurer, à la demande de tout ou partie des Collectivités Territoriales, les fonctions d'office de tourisme telles que notamment définies par l'article L 133-3 du Code du tourisme ou tout autre texte le complétant ou s'y substituant incluant notamment : • L'accueil et l'information des visiteurs, • La promotion touristique en lien avec les acteurs touristiques, • La coordination des partenaires du développement touristique local ou la commercialisation de prestations touristiques, • Le cas échéant tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, l'élaboration de services touristiques.	La Société a pour objet, exclusivement pour le compte et sur tout ou partie du territoire des Collectivités Territoriales, de concevoir et mettre en place une offre globale de services de qualité liée à l'information, à la promotion et au développement économique et touristique. et au marketing territorial. Dans ces deux domaines complémentaires que sont l'économie et le tourisme et dans le cadre des compétences dévolues par la loi aux Collectivités Territoriales, la Société peut : - Développer l'attractivité et assurer une mission de marketing territorial. - Réaliser des études, analyses et schémas directeurs pour assister à la définition de stratégie de développement économique, touristique et de marketing territorial, - Assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation. — Assurer l'étude, la gestion, la commercialisation, l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements. - Contribuer au développement et à la coordination de toutes les actions en cohérence avec les partenaires institutionnels publics et privés du territoire, - Assurer, à la demande de tout ou partie des Collectivités Territoriales, les fonctions d'office de tourisme telles que notamment définies par l'article L 133-3 du Code du tourisme ou tout autre texte le complétant ou s'y substituant, incluant notamment • L'accueil et l'information des visiteurs, • La promotion touristique en lien avec les acteurs touristiques, • La coordination des partenaires du développement touristique local ou la commercialisation de prestations touristiques, • Le cas échéant tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique, l'élaboration de services touristiques.

Statuts issus de la délibération n° C225/2022 en date du 27.10.2022	Projet de modification des statuts soumis à la présente délibération <i>(les éléments en rouge sont ajoutés à la délibération n° C225/2022 et les éléments rayés sont retirés dans le nouveau projet))</i>
- Agir en faveur de l'emploi et de la formation. - Animer l'écosystème économique et touristique, mettre en place des partenariats avec les acteurs économiques, touristiques, associatifs et du monde socio-professionnel. - Assurer la promotion et la commercialisation des surfaces foncières et immobilières bâties ou non bâties. - Accompagner les porteurs de projets et les entreprises dans leurs démarches et être force de propositions en matière d'aides économiques, - Être associée à la gestion des dispositifs d'aides économiques et touristiques mis en place par les Collectivités Territoriales. - Rechercher des sources de financement de ses actions. - Et, plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les Collectivités Territoriales, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.	— Agir en faveur de l'emploi et de la formation. — Animer l'écosystème économique et touristique, mettre en place des partenariats avec les acteurs économiques, touristiques, associatifs et du monde socio-professionnel. - Assurer l'étude, la gestion, la commercialisation et l'exploitation de services ou d'équipement particulièrement dans le domaine du tourisme et des loisirs, - Assurer Accompagner la promotion et la commercialisation des surfaces foncières et immobilières des fonciers bâtis ou non bâtis, - Accompagner les porteurs de projets et les entreprises dans leurs démarches et être également force de propositions en matière d'aides économiques. — Être associée à la gestion des dispositifs d'aides économiques et touristiques mis en place par les Collectivités Territoriales. — Rechercher des sources de financement de ses actions. - Et, plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les Collectivités Territoriales, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

La modification des statuts devra être approuvée par une assemblée générale extraordinaire de la SPL Vendée Grand Sud, qui sera convoquée par son conseil d'administration.

[ANNEXES\Statuts SPL VF.pdf](#)



Vu les articles L 1521-1 et suivants et L 1531-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L 251-1 et suivants du Code de commerce ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la modification de l'article 3 des statuts de la SPL Vendée Grand Sud ;
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

V.2.2.2 ECONOMIE : ABROGATION DE LA DELIBERATION N° C268/2022 ET APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE/ATTRACTIVITE TERRITORIALE » 2023-2024 AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE VENDEE GRAND SUD

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	/
DECISION	/	/	/	22.06.2023
COMPTE-RENDU	/	/	/	/

Pour rappel, la Communauté de communes a approuvé par délibération n° C225/2022 en date du 27 octobre 2022, afin de renforcer le développement économique et touristique des Communauté de communes du Pays de Fontenay-Vendée, de Vendée-Sèvre-Autise et du Pays de La Châtaigneraie :

- les statuts de la Société Publique Locale (SPL) « Vendée Grand Sud »,
- la composition de son conseil d'administration (ayant fait l'objet d'une délibération n° C226/2022 pour les membres de la CCPLC),
- ainsi que le capital social de 50 000 € (12 500 € pour la CCPLC, soit 25%).

Dans ce contexte, « Vendée Grand Sud » a ainsi été constituée le 7 décembre 2022 et le Pays de La Châtaigneraie a approuvé, par délibération n° C268/2022 en date du 15 décembre 2022, les éléments essentiels d'une future convention d'objectifs et de moyens relative au développement économique et au marketing.

Depuis, la SPL a fait l'objet par le Préfet de Vendée d'un recours gracieux en date du 22.12.2022, puis d'un recours contentieux au tribunal administratif en date du 26.04.2023.

Afin de se conformer à ces recours, il convient de modifier les éléments essentiels actés précédemment et approuver la convention susmentionnée de la manière suivante :

Nature	Éléments essentiels actés par délibération n° C268/2022 le 15.12.2022 pour une convention à intervenir ultérieurement	Éléments essentiels modifiés, à approuver avec la convention au présent Conseil communautaire
Programme d'actions	7 axes : >Définir une stratégie économique à l'échelle de Vendée Grand Sud. >Assurer le rayonnement des entreprises. >Développer le marketing territorial. >Assurer l'accueil et le développement des entreprises. >Disposer d'une main-d'œuvre de qualité. >Faciliter l'implantation des entreprises. >Animer les acteurs du territoire.	6 axes : >Suppression de l'axe « disposer d'une main-d'œuvre de qualité »
Participation financière annuelle des 3 EPCI actionnaires	584 500 € (hors missions réservées de la CCPLC)	584 500 €
Participation financière annuelle de la CCPLC	23 393 € (hors missions réservées de la CCPLC)	35 070 €*
Durée de la convention	01.01.2023 au 31.12.2026 (4 ans)	01.07.2023 au 30.06.2024 (1 an)

* : Concernant la participation financière annuelle du Pays de La Châtaigneraie, cette dernière a :
- augmenté de 11 678 €/an pour faire face à des dépenses imprévues, notamment en matière d'assujettissement à la TVA.

La convention jointe à la présente délibération mentionne l'ensemble des moyens humains, financiers et matériels conférés à la SPL ainsi que les modalités de contrôle et de résiliation exercées par les Communauté de communes.

[SPL_Convention_objectifs.pdf](#)



Vu du Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, l'article L 1531-1 ;

Vu les statuts de la SPL « Vendée Grand Sud » ;

Vu l'article 9.1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie n°C268/2022 en date du 15 décembre 2022, approuvant les éléments essentiels de la convention d'objectifs et de moyens à intervenir avec la SPL « Vendée Grand Sud » en matière de développement économique et de marketing territorial ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie n° C___/2023 en date du 22 juin 2023 ;

Vu le projet de convention d'objectifs et de moyens annuelle développement économique/attractivité territoriale 2023-2024 joint à la présente délibération ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annuelle développement économique/attractivité territoriale 2023-2024 et autoriser le Président à la signer ;
- dire que cette somme maximum de 35 070 € sera inscrite sur le budget de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie ;
- autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n° C268/2022 du 15 décembre 2022.

Annexe :

Société Publique Locale « Vendée Grand Sud » : convention d'objectifs et de moyens de « développement économique/attractivité territoriale » 2023-2024

V.2.3 TOURISME

V.2.3.1 APPROBATION DU PRINCIPE DE LA DÉSIGNATION DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) VENDÉE GRAND SUD COMME OFFICE DU TOURISME À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2024

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS			15.06.2023	
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

Pour rappel, la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie a approuvé, par délibération n° C225/2022 en date du 27 octobre 2022, les statuts de la Société Publique Locale (SPL) « Vendée Grand Sud ».

En outre, une modification de l'article 3 de ces statuts (intitulé « objet social »), pour tenir compte de certaines observations émises par la Préfecture, fait l'objet d'une délibération préalable du présent conseil communautaire.

Aussi, l'objet desdits statuts prévoit la possibilité pour la SPL d'assurer, à la demande de tout ou partie des EPCI actionnaires, les fonctions d'office du tourisme.

Actuellement, les offices de tourisme de chacun des trois EPCI actionnaires de la SPL sont gérés sous la forme de régies dotées de la seule autonomie financière.

Or, l'article L.134-5 du Code du tourisme autorise que plusieurs EPCI, désirant s'associer pour la promotion du tourisme, puissent décider d'instituer un seul office du tourisme par délibérations concordantes de leurs organes délibérants.

Dans le contexte de la création de la SPL précitée, il est proposé de :

- la désigner comme office du tourisme pour le compte des 3 EPCI actionnaires à compter du 1^{er} janvier 2024 ;
- et par conséquent, d'approuver le principe de renonciation, à compter de cette même date, de l'exploitation de la régie dotée de la seule autonomie financière en charge de l'office de tourisme communautaire.

Le périmètre exact des missions devant être intégrées à l'office du tourisme commun, les moyens humains et financiers associés, ainsi que le contenu et la forme de contractualisation entre les EPCI et la SPL (convention de délégation de service public ou convention d'objectifs et de moyens), devraient pouvoir être finalisés en septembre 2023.

Par arrêtés et/ou décisions et/ou délibérations ultérieures, la Communauté de communes :

- entérinera les conditions de renonciation de l'exploitation de sa régie en charge de l'office de tourisme, notamment en :
 - o arrêtant les comptes de ladite régie ;
 - o reprenant l'actif et le passif de la régie dans le budget général de l'EPCI ;
 - o procédant à la liquidation de la régie, où le comptable public retracera les opérations de liquidation ;
 - o mettant fin aux fonctions du Conseil d'exploitation et du Directeur ;
 - o retirant les arrêtés de nomination des agents (Directeur et agent d'accueil) en tant que régisseur titulaire et suppléant de la régie de recettes pour la régie précitée ;
- décidera du nombre de membres représentant les professions et activités intéressées par le tourisme au sein du conseil d'orientation, comme prévu à l'article 21 des statuts de la SPL
- actera la forme et le contenu de la contractualisation.



Vu les articles L 1521-1 et suivants et L 1531-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L 133-1 et suivants et R 133-19 et suivants du Code du tourisme ;

Vu les statuts de la SPL Vendée Grand Sud ;

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'acter le principe de la désignation, à compter du 1^{er} janvier 2024, de la SPL Vendée Grand Sud comme office du tourisme commun aux trois EPCI actionnaires et, par voie de conséquence, de la cessation d'activité au 31 décembre 2023, de la régie dotée de l'autonomie financière assurant, à ce jour, les fonctions d'office de tourisme ;
- d'autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et, plus particulièrement, à finaliser l'ensemble des études ayant trait à la définition du périmètre des missions devant être intégrées à l'office du tourisme, les moyens humains et techniques associés, ainsi que le contenu et la forme contractuelle liant les EPCI et la SPL Vendée Grand Sud.

V.2.3.2 TOURISME : APPROBATION DES ANIMATIONS DE JUIN A OCTOBRE 2023

	SPA	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS	19/04/2023	6/06/2023	15/06/2023	
DECISION				22/06/2023
COMPTE-RENDU				

La Communauté de communes, au travers de son Service Public Touristique Administratif, propose un ensemble d'animations en direction des touristes séjournant sur le territoire et des habitants durant la saison touristique.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver les animations touristiques prévisionnelles organisées de juin à octobre 2023, telles que présentées en annexe.



Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie, modifiés par arrêté N° 2023-DCL-BICB-315 en date du 9 février 2023, et notamment l'article 2 - groupes :

- 1.2 portant sur la « *promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L1111-4 du CGCT avec ses Communes membres* » ;
- 2.10 portant sur « *l'élaboration d'un projet de développement touristique en liaison avec l'ensemble des acteurs publics et privés* » et sur « *la coordination et participation à la création, à l'extension de circuits de randonnée* ».

Vu la délibération du Conseil communautaire n°C017/2019 en date du 6 février 2019, modifiée par la délibération du Conseil communautaire n°C089/2023 en date du 13 avril 2023, ayant pour objet la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière chargée de l'exploitation d'un Service Public touristique Administratif (SPA) relatif à des missions d'accueil, de promotion et d'information dans le domaine du tourisme, ainsi que l'approbation des statuts de cette régie ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° C135/2022 en date du 12 mai 2022 approuvant les tarifs d'entrée pour les visites guidées des caves prisons à La Châtaigneraie, à raison de 5 € par adulte (10 ans et plus) et Gratuit pour les enfants ;

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du Service Publique Touristique administratif (SPA) en date du 19 avril 2023 ;

Considérant que la Communauté de communes, au travers de son SPA touristique et dans le cadre de sa politique d'animation touristique, organise un ensemble d'animations touristiques en direction des touristes séjournant sur le territoire et des habitants durant la saison touristique ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver les animations touristiques prévisionnelles de juin à octobre 2023, ainsi que leur tarif, telles que présentées en annexe ;

- d'autoriser le Président ou le 1^{er} Vice-Président en charge du Pôle développement et rayonnement à prendre et signer tous actes y afférents qu'ils soient accessoires ou modificatifs et notamment toute convention de partenariat avec les établissements participants « A la découverte de nos fermes » clarifiant les modalités d'organisation de l'animation.

DATE / HORAIRE	EVENEMENT	LIEU	HORAIRE	DEPENSES TTC	TARIFS ENTREE
JUIN					
Mercredi 21/06/2023	Visite des caves prisons	La Châtaigneraie	18H30	168 €	5 €*
JUILLET					
Mardi 11/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	L'écurie de la Morinière – Saint Maurice- le-Girard	17h00	0 €	A la chaussette
Mercredi 12/07/2023	Balade à thème suivie d'un spectacle	Saint Pierre du Chemin	18H30	2 500 €	Gratuit
Jeudi 13/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	Jardin de la Coussaie - Breuil-Barret - Terval	17H00	0 €	A la chaussette
Mardi 18/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	La ferme des P'tits caprices – La Tardière - Terval	17h00	0 €	A la chaussette
Mercredi 19/07/2023	Visite des caves prisons	La Châtaigneraie	18H30	168 €	5 €*
Jeudi 20/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	Jardin de la Coussaie - Breuil-Barret - Terval	17H00	0 €	A la chaussette
Jeudi 20/07/2023	Visite guidée de la Villa Lionnet	La Châtaigneraie	18H00	0 €	Gratuit
Lundi 24/07/2023	Visite commentée du chemin des peintres	La Châtaigneraie	18H00	0 €	Gratuit
Mardi 25/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	GAEC La Barlimonalpe - Bazoges-en- Pareds	16H30	0 €	A la chaussette
Mercredi 26/07/2023	Balade à thème « L'Histoire de l'Univers »	La Chapelle-aux- Lys - Terval	18H30	0 €	Gratuit
Jeudi 27/07/2023	« A la découverte de nos fermes »	Jardin de la Coussaie - Breuil-Barret - Terval	17H00	0 €	A la chaussette
AOÛT					
Mardi 01/08/2023	« A la découverte de nos fermes »	Ferme Bio de La Nerrière - Antigny	16h30	0 €	A la chaussette
Mercredi 02/08/2023	Visite des caves prisons	La Châtaigneraie	11H00	168 €	5 €*
Lundi 07/08/2023	Visite commentée du chemin des peintres	La Châtaigneraie	18H00	0 €	Gratuit
Mardi 08/08/2023	« A la découverte de nos fermes »	GAEC La Pierre qui Vire – Cheffois + L'Esprit d'Ici – La Tardière - Terval	15h00	0 €	A la chaussette

Mercredi 16/08/2023	Visite des caves prisons	La Châtaigneraie	11H00	168 €	5 €*
Jeudi 17/08/2023	Visite guidée de la Villa Lionnet	La Châtaigneraie	18H00	0 €	Gratuit
Mardi 22/08/2023	« A la découverte de nos fermes »	GAEC Le Ruisseau – Saint Maurice des Noues	10h30	0 €	A la chaussette
Mercredi 23/08/2023	Balade à thème suivie d'un spectacle	Saint Sulpice en Pareds	18H00	2 500 €	Gratuit
Jeudi 24/08/2023	« A la découverte de nos fermes »	Jardin de la Coussaie - Breuil-Barret - Terval	17H00	0 €	A la chaussette
OCTOBRE					
Mercredi 25/10/2023	Visite des caves prisons	La Châtaigneraie	11H00	168 €	5 €*

* : tarif approuvé par délibération du Conseil communautaire n ° C 135/2022 en date du 12 mai 2022.

V.3 POLE AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

V.3.1 ENVIRONNEMENT

V.3.1.1 ENVIRONNEMENT – APPROBATION DE L'ORGANISATION D'UN CONCOURS PHOTO « L'EAU : UN PATRIMOINE NATUREL A PRESERVER » ET DE SON REGLEMENT

	POLE/GROUPE DE TRAVAIL	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS	/	6/06/2023	15.06.2023	/
DECISION	/	/	/	22.06.2023
COMPTE RENDU	/	/	/	/

La Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie est engagée dans la réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territorial et à ce titre agit en faveur de la préservation de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques

Par conséquent, et afin de promouvoir cet accompagnement et plus largement promouvoir la préservation de la ressource en eau, il est proposé de réaliser un concours photo sur ce thème du 1^{er} juillet au 30 septembre 2023.

Ce concours, ouvert à tous, s'effectuera sur les réseaux sociaux Facebook et Instagram ainsi que par mail : les participants devront **publier leur photo entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre accompagnée du hashtag #paysdelachataigneraie**, ainsi que de la localisation de la prise de vue. Un titre devra décrire la photo, l'intention du photographe et une description pourra également être ajoutée si le participant le souhaite.

Les photographies devront mettre en avant la beauté et la fragilité de l'eau à travers des prises de vues de l'eau en tant que ressource naturelle : sources, ruisseaux, mares..., y compris en lien avec le petit patrimoine bâti tel que les moulins, les lavoirs, fontaines, puits et autres. De plus, les photos devront être prises sur le territoire du Pays de La Châtaigneraie.

La Communauté de communes a prévu de communiquer largement cet événement auprès de la population (site internet, mailings aux écoles et au club photo, panneau lumineux, bulletin, presse locale...).

A titre d'information, 57 personnes ont participé au concours 2022, dont 11 dans la catégorie « jeune public ».

Il est proposé cette année de reconduire l'opération avec les modifications suivantes :

	2021	2022	2023
Objet du concours	Mettre en avant la préservation du bocage et la qualité paysagère à travers des prises de vues de haies bocagères, d'élevages, de prairies, bosquets...	Mettre en avant les arbres que ce soit pour leurs qualités esthétiques, biologiques ou historiques, ou encore les dimensions symboliques ou affectives qu'ils évoquent.	Mettre en avant l'eau en tant que ressource naturelle : sources, ruisseaux, mares..., y compris en lien avec le petit patrimoine bâti tel que les moulins, les lavoirs, fontaines, puits et autres.
Durée du concours	01 juillet -31 août	01 juillet – 30 septembre	01 juillet – 30 septembre
Participation au concours (envoyer la photo en la géolocalisant)	Instagram Facebook	Instagram Facebook E-mail	Instagram Facebook E-mail
Catégories	Unique	Adulte (+18 ans) Jeune public (-18 ans)	Adulte (+12 ans) Jeune public (-12 ans)
Lots « adultes »	Pour les 3 premiers : - Bon cadeau de 70 € au 1^{er}, 50€ au 2nd et 30 € au 3^e - Deux entrées à la piscine intercommunale du Pays de La Châtaigneraie pour la saison 2022 - Un livre du territoire « Au Pays de La Châtaigneraie », de Paul Maudonnet, édition française Pour les 100 premiers participants - Un plant remis par les pépinières Ripaud	Idem 2021, sauf : - un plant remis uniquement au 50 premiers (et non les 100 sur demande de l'ets. Ripaud) - un charme ou un lilas des indes, au choix du participant (sur proposition de l'ets Ripaud). - Pas de remise de livre (pas de rapport avec l'environnement et déjà fait en 2021)	1^{ère} place : des ollas 2^{ème} place : un kit d'économie d'eau 3^{ème} place : Livre « Un jardin économe en eau » + 2 sachets de graines de Calendula chacun
Lots « jeune public »	/	1^{er} : une paire de jumelles (100 € environ) 2^e : Dictionnaire visuel des arbres et arbustes communs de Maurice Reille, Editions Ulmer (environ 30 euros)	1^{ère} place : un potager bio en hydroponie 2^{ème} place : Gourde 3^{ème} place : Livre sur la préservation de l'eau

	2021	2022	2023
		3e : un nichoir à oiseau (environ 15 euros) - Deux entrées à la piscine intercommunale pour la saison 2023 pour les 3 gagnants - Un petit sachet de graines personnalisé pour les 50 premiers participants (1.90€ le sachet)	+ 2 sachets de graines de Calendula chacun
Budget lots	0 €	240 €	500 € maxi
Date de réunion du jury	30 septembre 2021 à 14 :30	Mi-octobre (à déterminer)	Mi-octobre (à déterminer)
Cérémonie de clôture	7 octobre 2021 à 17h30 Discours des élus Annonce du classement Remise des prix aux personnes présentes Pot convivial	3 novembre 2022 à 17h30 Idem	A déterminer en septembre, ainsi que la composition du jury
Date butoir pour retirer son lot	30 novembre 2021	31 décembre 2022 (à confirmer avec Ripaud Pépinières)	30 décembre 2023



Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie modifiés par l'arrêté préfectoral n° 2023-DCL-BICB-876 en date du 1^{er} juin 2023 et notamment leur article 2 – groupe 2.1 relatif à l'« environnement : protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux : pour la conduite d'actions et d'intérêt communautaire » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° C166/2021 en date du 16 septembre 2021 précisant à ce titre que sont d'intérêt communautaire l'« organisation et soutien financier aux actions en matière de protection de l'environnement » et l'« élaboration, déclinaison, suivi d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) » ;

Vu le règlement annexé ;

Vu les avis favorables :

- du pôle Aménagement et Environnement en date du 24 mai 2023 ;
- du Bureau en date du 6 juin 2023 ;
- de la Conférence des maires en date du 15 juin 2023 ;

Considérant la démarche volontaire de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie de s'engager dans la réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territorial ;

Considérant le PCAET et son axe 1 un territoire préservé qui s'adapte face au changement climatique orientation 1 « Aménager le territoire dans un souci de préservation, d'atténuation et d'adaptation au

changement climatique » et orientation 2 « Anticiper la gestion de l'eau face aux conséquences du changement climatique » ;

Considérant la convention annuelle 2022-2023 établie entre la Communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie et l'association CPIE Sèvre et Bocage, notamment l'action 2 de cette convention « Cours d'école bulle de nature »

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver l'organisation du concours photo « L'eau : un patrimoine naturel à préserver », ouvert à tout participant faisant parvenir une photographie d'un arbre prise sur le territoire via les réseaux sociaux et par mail, selon le règlement annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président, ou par subdélégation du Président, le Vice-Président en charge du pôle « Aménagement et Environnement » à signer ladite convention, ainsi que tous actes y afférents.

Annexe : règlement du concours photo « L'eau : un patrimoine naturel à préserver »

[Règlement concours photo 2023 VF.pdf](#)

V.4 POLE QUALITE DE VIE

V.4.1 ENFANCE/JEUNESSE

V.4.1.1 TRANSPORT SCOLAIRE – APPROBATION DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LA CHÂTAIGNERAIE POUR L'ORGANISATION ET LA GESTION DES SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES

	POLE/GROUPE DE TRAVAIL	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS				
DECISION				22.06.2023
COMPTE RENDU				

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, confie à la Région la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des services réguliers de transports hors les périmètres de transport urbain.

La Région, peut conclure, avec les organisateurs de second rang, des conventions de délégation de compétence en matière d'organisation et de gestion de transports scolaires.

Cette convention, jointe en annexe, est proposée pour une durée de 3 ans, soit du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2026.

Les missions confiées consistent en :

- information aux familles,
- accompagnement à l'inscription des élèves

- suivi des sanctions
- proposition et création des points de montée

Participation aux frais de gestion : 15 €/ élèves/an soit environ 8 400 €, pour faire face aux dépenses réelles évaluées à 16 500 € (0.25 ETP de catégorie C + 15 % de frais de structure).

[convention région transports.docx](#)



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L3111.9 du Code des Transports ;

Vu le Code de l'Éducation ;

Vu la Loi NOTRe en matière de transports du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, disposant notamment que la compétence « transports scolaires » des départements est transférée aux régions à partir du 1er septembre 2017 et que la région pourra déléguer tout ou partie de sa compétence à certaines entités (collectivités territoriales, associations, etc.) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-DCL-BICB-896 en date du 1^{er} juin 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie, notamment l'article 2.6 – Groupe : mobilité, organisation de la mobilité ;

Considérant que la Région a décidé de poursuivre la gestion des services de transports scolaires mis en place avec l'appui des organisateurs secondaires, la Communauté de communes reste une autorité organisatrice de second rang (AO2), et doit approuver une convention de délégation de compétences ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la convention de délégation de compétences de la Région des Pays de la Loire à la Communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie en tant qu'autorité organisatrice de second rang du transport scolaire vers les collèges de la Châtaigneraie d'une durée de 3 ans, fixant son terme au 31 août 2026, jointe en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer ladite convention et tous actes y afférant ;

V.5 POLE SERVICE A LA PERSONNE

V.5.1 NUMERIQUE

VI.5.1.1 DEVELOPPEMENT ET COORDINATION D'UN RESEAU DE BENEVOLES « NUMERIQUE SOLIDAIRES PAYS DE LA CHATAIGNERAIE »

	POLE	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS	22.05.2023	9.05.2023 30.05.2023	15.06.2023	
DECISION				22.06.2023
COMPTE-RENDU				

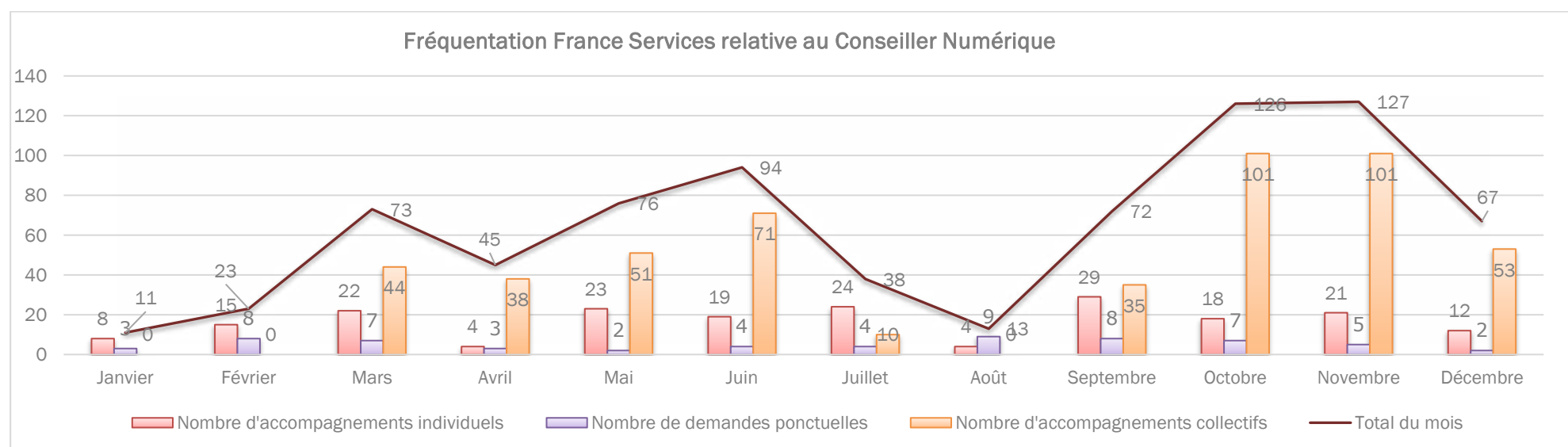
Depuis 2021, la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie a recruté un conseiller numérique au sein de France services sur la période du 10 mai 2021 au 9 mai 2023, au titre de l'Agenda rural du plan national France Relance (4000 conseillers numériques sur le territoire national).

Cette initiative a été financée par la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 50 000 € pour les 2 ans. Cette somme serait reconduite pour 3 nouvelles années, jusqu'à la fin du mandat (2026) :

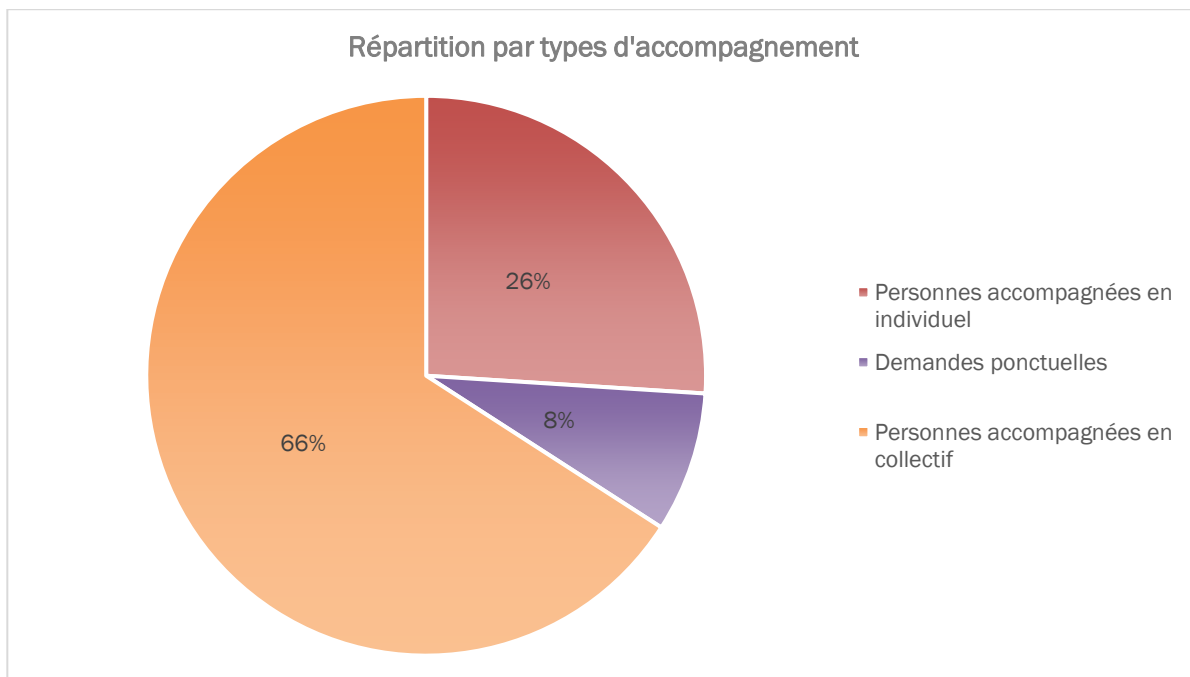
	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structure publique	17 500,00 €	12 500,00 €	12 500,00 €	42 500,00 €
Bonification QPV ou ZRR	2 500,00€	5 000,00 €	aucune	7 500,00 €
				50 000,00 €

Bilan de l'action :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
<i>Nombre d'accompagnements individuels</i>	8	15	22	4	23	19	24	4	29	18	21	12	199
<i>Nombre de demandes ponctuelles</i>	3	8	7	3	2	4	4	9	8	7	5	2	62
<i>Nombre d'accompagnements collectifs</i>	0	0	44	38	51	71	10	0	35	101	101	53	504
Total du mois	11	23	73	45	76	94	38	13	72	126	127	67	765

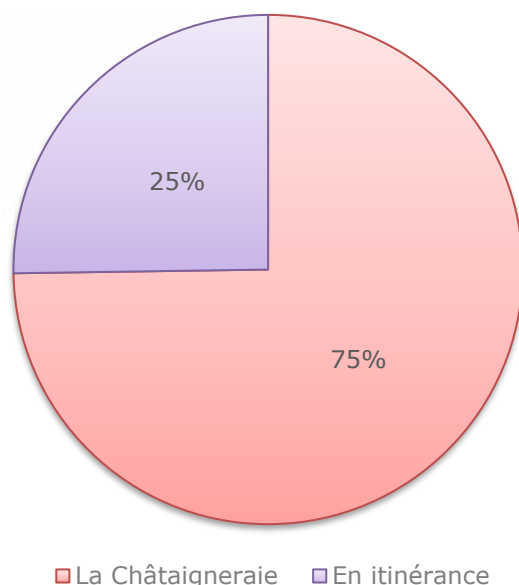


En 2022, deux tiers des accompagnements réalisés par le Conseiller Numérique ont concerné des ateliers collectifs, contre un quart d'accompagnements individuels suivis et moins de 10 % de demandes ponctuelles formulées au guichet de France Services.



Depuis septembre 2022, le conseiller numérique France Services organise des ateliers d'initiation numérique sur ordinateur et tablette, en itinérance, au sein des communes du territoire. Ainsi, de septembre à novembre, Damien GIRAUD a proposé aux habitants 8 séances de 2 heures de cours, au sein de chacune des communes de Menomblet, Saint-Pierre-du-Chemin, Saint-Maurice le Girard et Antigny. Au mois de novembre 2022, il a débuté le même programme sur les communes de Saint-Sulpice-en-Pareds, Cezais, Loge-Fougereuse et Saint-Maurice-des-Noues. Cette itinérance représente 25 % des ateliers collectifs numériques.

Répartition des ateliers



Dans ce contexte, la Communauté de communes souhaite innover dans son action en soutenant l'émergence d'un réseau de bénévoles dans les communes (2 ou 3 par commune), idéalement coordonnés et soutenus par le conseiller numérique.

« Numérique solidaire – Pays de La Châtaigneraie »		
A la charge de la CC	A la charge de la Commune	A la charge du bénévole
Emploi (1 ETP) de coordination, d'animation du réseau et d'intervention de niveau 2 au soutien des bénévoles Equiptement informatique (2 PC par commune) équipé de système d'exploitation, suite bureautique, application type team viewer (prise en main à distance) Véhicule de service Ameublement du local communal Abonnement internet Signalétique sur le bâtiment communal	Espace chauffé en centre bourg	Accueil des usagers dans le local communal (tenue d'une permanence) Suivi des formations proposées par le conseiller numérique Entraide entre bénévoles Interventions de niveau 1 Participation au réseau

Communication		
---------------	--	--

C'est la raison pour laquelle elle a candidaté au financement complémentaire de AG2R La Mondiale, ciblé sur les seniors (+ de 60 ans) qui propose 85 000 € d'aide pour un an seulement.



BUDGET PREVISIONNEL
AAP AG2RL La Mondiale « Inclusion Numérique »



SUR 1 AN (et 2 exercices comptables car le projet débiterait en 07/2023)

DÉPENSES		RECETTES	
FONCTIONNEMENT	38 400,00 €	FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT	
CHARGES DE PERSONNEL	12 000,00 €	AUTO-FINANCEMENT	15 000,00 €
0,25 ETP coordinateur numérique	12 000,00 €	SUBVENTIONS	85 000,00 €
TELECOMMUNICATION	1 800,00 €	AG2R La Mondiale	85 000,00 €
Abonnement téléphonique	120,00 €		
Licence d'assistance numérique et de prise en main à distance (Corporate Team viewer)	1 680,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	1 500,00 €		
Maintenance et entretien	150,00 €		
Consommation	1 000,00 €		
Assurance	350,00 €		
COMMUNICATION	1 100,00 €		
Cartes de visites	100,00 €		
Campagnes de communication digitale	300,00 €		
Flyers et affiches	700,00 €		
BÂTIMENTS : GUICHETS RELAIS COMMUNAUX (perm bénévoles 1 jr/sem)	14 000,00 €		
Occupation	12 000,00 €		
Charges de fluides	2 000,00 €		
ANIMATION ÉVÈNEMENTIEL	8 000,00 €		
Prestations	8 000,00 €		
INVESTISSEMENT	61 600,00 €		
COMMUNICATION	4 800,00 €		
Signalétique extérieure guichets relais communaux (panneaux + oriflammes)	4 800,00 €		
EQUIPEMENTS TELECOM	56 800,00 €		

PC guichets relais (2 par commune)	50 400,00 €		
Valise itinérante d'animation virtuelle (5 casques)	5 500,00 €		
Sécurité : pack câble et antivol pour PC (2 par commune)	900,00 €		
TOTAL	100 000,00 €	TOTAL	100 000,00 €

Le président, ayant délégation pour accepter les demandes de subventions au profit de la communauté de communes et approuver les plans de financement y étant liés, a sollicité cette subvention.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cette nouvelle action au service de la population sous réserve de la compétence statutaire de la Communauté de communes (intégration dans ses actions d'intérêt communautaire).

Le projet pourra ensuite se décliner en fonction des financements réellement attribués.



Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-DCL-BICB-876 en date du 1^{er} juin 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie et plus précisément l'article 2 groupe 2.3 « action sociale » ;

Vu la délibération n°/2023 du 22 juin 2023 portant modification de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale et notamment la « participation et soutien financier aux actions en faveur de l'inclusion numérique » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° C170/2019, en date du 6 novembre 2019, approuvant la demande de labellisation de la MSAP en France Services ;

Vu la délibération n° C115/2021 du 6 mai 2021 portant approbation à la création d'un emploi non permanent de conseiller numérique ;

Vu la délibération n° C101/2023 du 25 mai 2023 portant prolongation du projet de service numérique à la population et de l'emploi non permanent de conseiller numérique ;

Considérant le projet de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie portant sur la création et l'animation d'un réseau de bénévoles formés en amont par le Conseiller numérique France Services ;

Considérant l'appel à projet « Entretenir et pérenniser les compétences numériques des seniors » porté par AG2R LA MONDIALE ci-joint annexé ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 30 mai 2023 ;

Considérant l'avis favorable de la Conférence des Maires en date du 30 mai 2023 ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le projet de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie portant sur la création et l'animation d'un réseau de bénévoles par un Conseiller numérique ;

- d'approuver l'expérimentation d'une durée d'un an dans le cadre de l'appel à projet AG2R La Mondiale « Inclusion Numérique » ;

, sous réserve d'obtenir des co-financements suffisants pour mener cette action ;

, étant précisé que le Président a reçu délégation du Conseil communautaire pour accepter les demandes de subventions au profit de la communauté de communes et approuver les plans de financement y étant liés.

[ANNEXES\Appel_projet_AG2R.pdf](#)

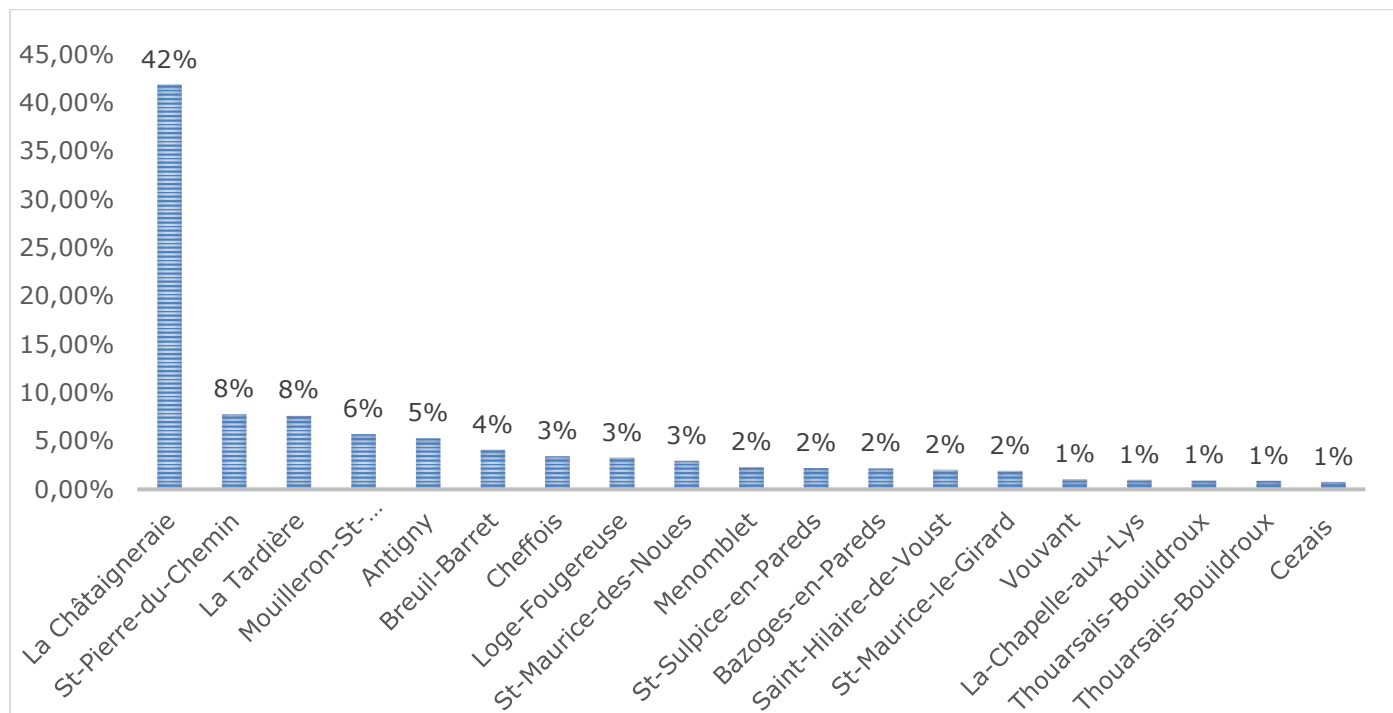
V.5.2 FRANCE SERVICES

V.5.2.1 FRANCE SERVICES : MISE EN PLACE D'UNE ITINERANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF EXPERIMENTAL « TERRITOIRE ZÉRO NON-RECOURS »

	POLE/GROUPE DE TRAVAIL	BUREAU	CONFERENCE DES MAIRES	CONSEIL
AVIS	22/05/2023	04/05/2023	11/05/2023	/
DECISION	/	/	/	22.06.2023
COMPTE RENDU	/	/	/	/

Pour rappel, le taux de fréquentation France Services en fonction des communes d'habitation sur le Pays de La Châtaigneraie :

Commune d'habitation des usagers France Services en 2022



On constate que la fréquentation des usagers habitant hors la commune de La Châtaigneraie est faible.

En ce sens, il est proposé aux élus la mise en place d'une itinérance de France Services, itinérance qui serait travaillée et organisée dans le cadre d'un comité de suivi local composé :

- des partenaires France Services (dont 3 partenaires FS comprenant la CAF, la MSA, la CPAM) ;
- des structures d'insertion par l'activité économique du territoire (Atout linge, SEVE/SEIDRE, MSSV) ;
- d'usagers France Services ou apprenant CNFS ou salariés en insertion ;
- ainsi que des associations locales (Secours Catholique, Foyer des Jeunes, Clubs d'Entreprises, Déplacements Solidaires,...).

Ce comité de suivi local se rencontrerait régulièrement selon une fréquence à définir en concertation avec les acteurs participants et serait également une instance de veille.

C'est la raison pour laquelle, la communauté de communes a candidaté au financement complémentaire relatif à l'expérimentation "Territoires zéro non-recours" (TZNR) portée par le ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées.

Cet appel à projet vise à sélectionner une dizaine de porteurs qui mettront en œuvre l'expérimentation TZNR prévue à l'article 133 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « loi 3DS ».

L'objectif de l'ensemble des projets sera de développer des démarches ciblées pour informer et accompagner les personnes sur leurs droits : **accès aux RSA et prime d'activité en priorité (ces deux**

prestations constituant un minima non exclusif), mais aussi aux autres droits sociaux tels que le chèque énergie, l'APL (Aide Personnalisée au Logement), la C2S (Complémentaire Santé Solidaire)... **ainsi que l'accès aux services publics** ; impliquant obligatoirement **la participation des organismes de sécurité sociale au projet, avec à minima la CAF et la MSA.**

D'une durée de **trois ans**, l'expérimentation sera dotée d'un budget de 2 millions d'euros par an, soit, pour les 10 sélectionnés, une possibilité de financement **jusqu'à 200 000 € / an.**

Les orientations du projet :

- *Toucher, par le biais d'actions d'aller-vers, les publics les plus éloignés des prestations et les plus atteints par le non-recours, avec une attention particulière à l'enjeu d'inclusion numérique ;*
- *Inviter les publics ciblés par l'expérimentation, ou des bénéficiaires des droits sociaux ciblés par l'expérimentation, à co-construire le dispositif expérimenté sur le territoire ;*
- *Instaurer ou renforcer le travail transversal et partenarial ;*
- *Accompagner le changement ou consolider les pratiques professionnelles de l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre le non-recours aux droits sociaux ;*

Mettre en place ou améliorer les échanges et croisements de données entre acteurs de l'action sociale, de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté au niveau local, en associant les publics ciblés [...].

Projection pour la Communauté de communes :

- **Itinérance mutualisée FS et CNFS** tous les mardis dans 8 communes, sur 9 mois :
 - 4 communes de septembre à janvier
 - 4 communes de février à juin
- Actions ciblées mensuelles, 1 lundi par mois, **dans une ZAE du territoire pour atteindre les salariés.**
- « Data-minig » aux potentiels non-recourants (algorithme national) et aux salariés intérimaires et en insertion par la CAF, la MSA, la CPAM, Adecco, Synergie, Manpower... et Atout Linge, SEVE/SEIDRE et MSSV.

Budget et financement :

- le financement de l'Etat pourra représenter un maximum de 80 % du plan de financement avec pour dépenses éligibles :
 - le développement des outils numériques ou de nouvelles fonctionnalités de ces outils
 - les crédits d'ingénierie du projet : coordination, formation des acteurs, etc.
 - les dépenses liées aux frais généraux (fournitures, reprographie, locations de salles, équipement...) ou aux frais de mission (déplacements, hébergement, restauration du personnel) dans la limite de 15 % du montant total du projet
 - les dépenses liées au renforcement de la coordination opérationnelle des acteurs
 - les dépenses de communication nécessaires à la mise en œuvre du projet
- le porteur de projet devra mobiliser d'autres financeurs au minimum à hauteur de 20 % du plan de financement du projet.

BUDGET PREVISIONNEL

Expérimentation « Territoire Zéro Non Recours »



SUR 3 ANS (et 4 exercices comptables car l'expérimentation débiterait en 07/2023)

DÉPENSES		RECETTES	
FONCTIONNEMENT	211 410,00 €	FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT	
CHARGES DE PERSONNEL	145 000,00 €	AUTO-FINANCEMENT	34 000,00 €
1 ETP coordinateur de l'accès aux droits	145 000,00 €	SUBVENTIONS	361 000,00 €
TELECOMMUNICATION	760,00 €	Etat AAP TZNR	316 000,00 €
Abonnement clé 4G	400,00 €	CAF	45 000,00 €
Abonnement téléphonique	360,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	10 500,00 €		
Maintenance et entretien	450,00 €		
Consommation	9 000,00 €		
Assurance	1 050,00 €		
COMMUNICATION	14 050,00 €		
Cartes de visites	250,00 €		
Campagnes de communication digitale	3 000,00 €		
Flyers et affiches	10 800,00 €		
BÂTIMENTS : GUICHETS RELAIS COMMUNAUX (1 jour / semaine)	41 100,00 €		
Occupation	35 000,00 €		
Charges de fluides	6 100,00 €		
INVESTISSEMENT	183 590,00 €		
VEHICULE DE SERVICE	70 150,00 €		
Acquisition	70 000,00 €		
Carte grise	150,00 €		
COMMUNICATION	8 000,00 €		
Stickers carrosserie véhicule	1 500,00 €		
Signalétique extérieure guichets relais communaux (panneaux + oriflammes)	6 500,00 €		
AMEUBLEMENT	27 150,00 €		
Tables postes écran posé accessible PMR (2 par communes)	16 700,00 €		
Chaises (4 par communes)	10 450,00 €		
EQUIPEMENTS TELECOM	78 290,00 €		
Téléphone coordinateur	350,00 €		
PC coordinateur	1 400,00 €		
PC guichets relais (2 par commune)	50 400,00 €		
Pack écran/souris/clavier supplémentaire (1 par commune)	25 200,00 €		
Sécurité : pack câble et antivol (2 par commune)	940,00 €		
TOTAL	395 000,00 €	TOTAL	395 000,00 €

Le président, ayant délégation pour accepter les demandes de subventions au profit de la communauté de communes et approuver les plans de financement y étant liés, a sollicité cette subvention.

Il est toutefois nécessaire de présenter ce projet à l'approbation du Conseil communautaire.

Le projet pourra ensuite se décliner en fonction des financements réellement attribués.



Vu l'arrêté préfectoral n°2023-DCL-BICB-876 du 1^{er} juin 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie et plus précisément l'article 2 groupe 2.4 Maison de service au public et groupe 2.12 Emploi et Formation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° C170/2019, en date du 6 novembre 2019, approuvant la demande de labellisation de la MSAP en France Services ;

Vu la délibération n°C115/2021 du 6 mai 2021 portant approbation à la création d'un emploi non permanent de conseiller numérique ;

Vu la délibération n°C101/2023 du 25 mai 2023 portant prolongation du projet de service numérique a la population et de l'emploi non permanent de conseiller numérique ;

Considérant le projet de la Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie portant sur la mise en place d'une itinérance de France Services afin d'améliorer l'accès aux droits des citoyens ;

Considérant l'appel à projets Expérimentation « Territoires zéro non recours » porté par le ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées ci-joint annexé ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 9 mai 2023 ;

Considérant l'avis favorable de la Conférence des maires en date du 11 mai 2023 ;

Considérant la lettre de soutien de la Caisse d'Allocations Familiales de la Vendée en date du 27 mai 2023 ;

Considérant la lettre de soutien de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Vendée en date du 24 mai 2023 ;

Considérant la lettre de soutien de la Mutualité sociale agricole – Loire Atlantique - Vendée en date du 24 mai 2023 ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le projet d'itinérance de France Services porté par la Communauté de communes pour améliorer l'accès aux droits des citoyens ;
- d'approuver une expérimentation d'une durée de 3 ans dans le cadre de l'appel à projet "Territoires zéro non-recours" (TZNR) ;

, sous réserve d'obtenir des co-financements suffisants pour mener cette action ;

, étant précisé que le Président a reçu délégation du Conseil communautaire pour accepter les demandes de subventions au profit de la communauté de communes et approuver les plans de financement y étant liés.

[ANNEXES\Appel_projet_TZNR.pdf](#)

VI. POUR AVIS ET INFORMATION

VII . QUESTIONS DIVERSES

VII. AGENDAS

Juin :

Lundi	19-juin	15h30	Conseil d'exploitation SPA touristique + pôle Rayonnement et Développement "Tourisme"	Office de Tourisme de La Châtaigneraie
-------	---------	-------	---	---

Mardi	20-juin	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	21-juin			
Jeudi	22-juin	18h00	Conseil Communautaire	Maison de Pays
Vendredi	23-juin			
Samedi	24-juin			
Dimanche	25-juin			
Lundi	26-juin			
		9h30	Pôle Ressources et Moyens	Maison de Pays
Mardi	27-juin	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	28-juin			
Jeudi	29-juin			
Vendredi	30-juin			

Juillet :

Lundi	03-juil			
Mardi	04-juil	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	05-juil			
Jeudi	06-juil	18h00	Conférence des Maires	Maison de Pays
Vendredi	07-juil			
Samedi	08-juil			
Dimanche	09-juil			
Lundi	10-juil			
Mardi	11-juil	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	12-juil			
Jeudi	13-juil			
Vendredi	14-juil			
Samedi	15-juil			
Dimanche	16-juil			
Lundi	17-juil			
Mardi	18-juil			
Mercredi	19-juil			

Jeudi	20-juil	15h00	COPIL PLUiH	Maison de Pays
Vendredi	21-juil			
Samedi	22-juil			
Dimanche	23-juil			
Lundi	24-juil			
Mardi	25-juil			
Mercredi	26-juil			
Jeudi	27-juil			
Vendredi	28-juil			
Samedi	29-juil			
Dimanche	30-juil			
Lundi	31-juil			

Septembre :

Vendredi	01-sept			
Samedi	02-sept			
Dimanche	03-sept			
Lundi	04-sept			
Mardi	05-sept	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	06-sept			
Jeudi	07-sept	18h00	Bilan mi-mandat	Maison de Pays
Vendredi	08-sept			
Samedi	09-sept			
Dimanche	10-sept			
Lundi	11-sept			
Mardi	12-sept	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	13-sept			
Jeudi	14-sept	18h00	Conférence des Maires / finances	Maison de Pays
Vendredi	15-sept			
Samedi	16-sept			
Dimanche	17-sept			

Lundi	18-sept			
Mardi	19-sept	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	20-sept			
Jeudi	21-sept	9h00	Réunion secrétaires de mairie	St Pierre du Chemin
		18h00	Conseil Communautaire	Maison de Pays
Vendredi	22-sept			
Samedi	23-sept			
Dimanche	24-sept			
Lundi	25-sept			
Mardi	26-sept	14h00	Bureau Communautaire	Maison de Pays
Mercredi	27-sept			
Jeudi	28-sept	18h00	Jeudi du territoire	Ecole Intercommunale de Musique - La Taillée
Vendredi	29-sept			
Samedi	30-sept			